



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

*Service interministériel
d'animation des politiques publiques
Pôle environnement et transition énergétique*

ARRÊTÉ N° 41-2020-07-31-001

Portant annulation de consignation de sommes auprès de la société CLMTP, exploitant une installation de transit, tri et traitement de déchets ferroviaires à GIEVRES.

**Le Préfet de Loir-et-Cher,
Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 27 mars 2019 portant nomination de M. Yves ROUSSET en qualité de préfet de Loir-et-Cher;

Vu l'arrêté préfectoral n°41-2017-08-11-005 du 11 août 2017 autorisant la société CLMTP à exploiter une plate-forme de valorisation des déchets et de matériels ferroviaires sur le territoire de la commune de GIEVRES ;

Vu l'arrêté préfectoral n°41-2018-08-24-001 du 24 août 2018 mettant en demeure la société CLMTP qui exploite une installation de transit, tri et traitement de déchets ferroviaires au lieu-dit « les Alcools » à GIEVRES de respecter les prescriptions réglementaires relatives aux constats effectués, conformément à l'article L. 178-8 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°41-2019-10-31-002 du 31 octobre 2019 portant consignation de fonds à l'encontre de la société CLMTP, exploitant une installation de transit, tri et traitement de déchets ferroviaires à GIEVRES ;

Considérant que l'exploitant a effectué les travaux suivants : installation de micro-stations de traitement autonome des eaux usées issues des pavillons et de l'atelier présents sur le site.

Considérant que ces travaux, permettent à l'exploitant de satisfaire aux termes de la mise en demeure de l'arrêté préfectoral du 24 août 2018 susvisé.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Loir-et-Cher

ARRETE

Article 1 - La consignation de sommes prévue en application de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2019 à l'encontre de la société CLMTP est annulée.

Article 2 – le présent arrêté sera notifié à la société CLMTP et sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher. Il sera également publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant une durée minimale de 4 mois.

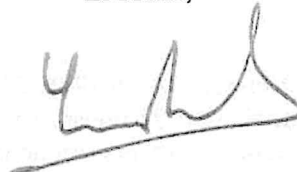
Copie en sera adressée à :

- Madame la Sous-Préfète de ROMORANTIN-LANTHENAY,
- Monsieur le Directeur départemental des finances publiques de la Sarthe,
- Madame le Maire de GIEVRES,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Article 4 - Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Loir-et-Cher, Madame la Sous-Préfète de ROMORANTIN-LANTHENAY, Monsieur le Directeur départemental des finances publiques de la Sarthe, Madame le Maire de GIEVRES, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **31** JUIL. 2020

Le Préfet,



Yves ROUSSET

Voir les délais et voies de recours en page suivante

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'ORLEANS, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS CÉDEX, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le Tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

